

La guerre aujourd'hui

Autor(en): **Dutu, Stéphane**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 1

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781523>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Chaque année, au mois de mars, les membres de l'OTAN se retrouvent en Norvège pour un exercice d'aguerrissement à la manoeuvre et aux opérations par grand froid. COLD RESPONSE 2016 a été l'édition la plus massive jusque ici, avec plus de 15'000 militaires issus d'une dizaine de pays.

L'article proposé est un compte-rendu de la conférence du Lt col EMG Vautravers à la société militaire de Genève (SMG) le 13 décembre 2016.

Toutes les photos © Armée suédoise.

Compte-rendu

La guerre aujourd'hui

Stéphane Dutu

Société militaire de Genève (SMG)

La guerre demeure une réalité humaine incontournable. L'affirmation de cette vérité – choquante pour certains – s'appuie sur les statistiques du Comité International de la Croix-Rouge. Selon l'institution d'aide humanitaire, sur les 197 pays reconnus par l'ONU, 45 étaient dans une situation de conflit armé début 2016, soit 23 % d'entre eux. Et si l'on comptabilise les Etats qui s'impliquent – directement ou indirectement – dans des guerres civiles à l'extérieur de leurs frontières, comme par exemple l'Iran en Syrie, le pourcentage de nations en guerre est encore plus élevé.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe s'est lancée dans une course au désarmement. A un tel point que, un quart de siècle plus tard, la plupart des pays européens n'ont plus de capacités militaires sérieuses. Infatués de *soft power* aux résultats au mieux incertains, nos dirigeants sont majoritairement convaincus que la guerre ne nous concerne plus et que le destin de notre continent est désormais de rayonner internationalement comme le plus bel exemple de reconversion pacifiste qu'ait connu l'humanité.

La guerre civile que connaît l'Ukraine depuis 2014 pourrait cependant faire réfléchir les gouvernements européens et modérer leur optimisme béat. Il est difficile de dire qui est responsable du chaos dans lequel cette nation s'est enfoncée. Ce qui l'interpelle surtout dans ce conflit, c'est que l'accord de 1991 sur l'indépendance de l'Ukraine et l'inviolabilité de ses frontières – en échange du renoncement de Kiev à son gigantesque arsenal d'ogives nucléaires hérité de l'URSS – a été bafoué, et que cela constitue une dangereuse rupture par rapport à la période 1945-2014 où les intégrités territoriales étaient respectées en Europe. Par ailleurs, l'Ukraine est un cas intéressant à un autre titre : voici un pays qui dépensait très peu pour sa défense (0.7 % du PIB) mais qui se croyait néanmoins en sécurité... tout comme la grande majorité des pays européens actuellement. Les affrontements armés qui se déroulent dans le Donbass

devraient aussi attirer notre attention car ils mettent en évidence les différentes échelles d'une guerre dite hybride :

- affrontement ouvert entre l'armée régulière ukrainienne et les séparatistes de l'est du pays ;
- conflit larvé entre l'Etat ukrainien et le Kremlin qui pourrait évoluer vers une guerre classique si les insurgés devaient flancher.

Le conflit ukrainien est-il la preuve qu'une nouvelle guerre froide entre la Russie et les Occidentaux a débuté ? Outre l'important soutien militaire de Moscou aux deux Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, il en veut pour preuve le net renforcement de la présence de l'armée américaine en Europe depuis l'éclatement de la crise. Les effectifs de cette dernière n'étaient que de 2'000 soldats en 2010 et se composaient essentiellement de troupes logistiques et aériennes. A la demande des pays d'Europe de l'Est membres de l'OTAN, ils sont passés à 16'000 depuis 2014 et comprennent maintenant trois brigades dont une blindée. D'après l'expert en sécurité, le renforcement des manoeuvres de la Russie et de l'OTAN est un signe supplémentaire que nous vivons une « guerre froide 2.0. »

Le conférencier voit dans l'engagement armé massif de la Russie aux côtés de Bachar El-Assad une autre confirmation de cette hostilité renaissante entre le Kremlin et l'OTAN. Selon lui, il y a d'ailleurs un lien direct entre les opérations russes en Ukraine et celles en Syrie. En effet, l'armée syrienne est principalement ravitaillée par des navires russes effectuant la liaison entre le port de Sébastopol et celui de la ville côtière de Tartous, située à 160 km au nord-ouest de Damas et abritant une installation permanente de la flotte maritime militaire russe. En ravissant la Crimée à une Ukraine s'éloignant de plus en plus de sa sphère d'influence, Moscou s'est assuré le contrôle de Sébastopol, point stratégique lui permettant de maintenir une présence militaire en Méditerranée pour crédibiliser ses ambitions de grande

puissance tout en soutenant le régime syrien, lequel est son seul indéfectible allié au Moyen-Orient.

Le président de la SMG reconnaît que les Russes, en contribuant de manière décisive à la défaite des milices armées et des groupes djihadistes soutenus par les Américains, les Européens et les puissances sunnites, sont redevenus un acteur incontournable au Moyen-Orient. Cependant, il pense que le rapport entre les moyens considérables qu'ils ont engagés - notamment de nombreux bombardiers stratégiques - et les résultats obtenus n'est pas impressionnant et n'autorise pas Moscou à prétendre à nouveau au titre de grande puissance militaire. Selon lui, l'armée russe a encore beaucoup à faire en termes de professionnalisation et de modernisation. A ce propos, il remarque que l'embargo occidental sur certains composants sophistiqués entrant dans la fabrication des armes russes - en particulier dans les blindés - retarde cette modernisation.

Ebranlée par une Russie moins commode et aux ambitions globales réaffirmées, confrontée aux autres menaces de ce monde, que fait l'Europe? Son premier réflexe suite à la guerre civile ukrainienne a été de réclamer davantage de protection à l'Oncle Sam dans le cadre de l'OTAN. Est-ce suffisant? Bien sûr que non, affirme le rédacteur en chef de la RMS qui rappelle que les armées des pays de l'UE disposent à elles toutes de moins de chars et d'avions que la Turquie. La Russie et les Etats-Unis dépensent respectivement 5 %¹ et 3 % de leur PIB dans la défense. Avec 2 %, la France, le Royaume-Uni, la Norvège et le Portugal dépensent nettement moins en pourcentage du PIB mais toujours beaucoup plus que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Finlande qui se situent tous à 1 %. A l'arrière du peloton, on trouve l'Autriche et... la Suisse avec un famélique 0.7 %. Seuls l'Irlande et le Luxembourg font encore moins bien avec un demi-

pourcent. La défense européenne n'en a plus que le nom et n'est plus en mesure d'assurer convenablement sa mission de protection des populations. Nos armées ont été réduites à l'état « d'armées bonzaï. »

L'exposé d'Alexandre Vautravers est un constat lucide et sans concession sur l'état de grande négligence dans lequel se trouvent les forces armées européennes. Une situation préoccupante imputable à l'irresponsabilité collective de notre classe politique sur plusieurs décennies. Espérons que ses appels à relancer les efforts de défense en Europe, ainsi que ceux de nombreux autres officiers supérieurs européens, seront entendus.

Il reste cependant des raisons d'espérer. Il est persuadé qu'à partir du très faible niveau actuel, les dépenses de défense en Europe ne peuvent que rebondir. D'après lui, nos autorités politiques sont en train de réaliser - certes tardivement et péniblement - qu'elles sont allées beaucoup trop loin dans la démilitarisation de notre continent. Sa conviction est que l'arrivée au pouvoir de Donald Trump va accélérer cette prise de conscience progressive déclenchée entre autres par l'annexion de la Crimée à la Russie. Le nouveau président américain a en effet clairement annoncé que les Européens allaient devoir compter davantage sur eux-mêmes pour assurer leur protection car il souhaitait revoir à la baisse la présence militaire américaine sur notre continent. Le règne du *soft power* européen toucherait-il à sa fin?

Les considérations perspicaces de l'officier sur l'état des armées européennes et la difficulté de nos dirigeants à penser la guerre appellent de notre part quelques développements sur le rôle de la guerre dans l'histoire.

Partant du constat indéniable que le monde est conflictuel et cruel, Hegel a élaboré au XIX^e siècle une philosophie de l'histoire dramatique, fondée sur l'idée que l'humanité

Débarquement d'engins spéciaux (un CV90 en version dépannage) et un Strv 122 suédois, pour participer à l'exercice COLD RESPONSE 2016 en Norvège.



progresses par cette forme spécifique de violence qu'est la guerre. D'après le penseur allemand, chaque peuple qui contribue au devenir de l'humanité joue un rôle dans le vaste processus de réalisation de la raison qu'est l'histoire. Pour ce faire, il doit d'abord vaincre par la violence la figure civilisationnelle qui l'a précédé. Puis, à partir de ses éléments culturels constitutifs et de ceux empruntés aux vaincus, il construit une figure originale dans un moment dialectique qu'Hegel appelle dépassement des oppositions. Le vainqueur sera ensuite lui-même terrassé et intégré par un autre peuple porteur d'une culture différente qui réalisera à son tour par synthèse un esprit nouveau. A l'issue de chaque conflit, un élément inédit est introduit dans le cheminement de l'humanité vers l'étape ultime où le processus de réalisation de la raison arrive à son terme. Cette dernière étape, c'est la fin de l'histoire.

Nous pensons que les décisions politiques ayant conduit à la situation actuelle de désolation des forces armées en Europe se sont appuyées sur une lecture hégélienne du devenir historique par nos gouvernements.

Ravagés et traumatisés par deux guerres mondiales ayant entraîné des destructions inouïes et des dizaines de millions de morts, la plupart des pays d'Europe de l'Ouest se sont progressivement réconciliés et rassemblés à partir des années cinquante au sein d'une communauté d'Etats – qui deviendra par la suite l'Union Européenne – dans le but d'éliminer le risque de guerre entre eux. L'effondrement de l'URSS, en permettant l'extension de cette union aux anciens ennemis de l'Est, a convaincu les responsables politiques européens que cet objectif était devenu réalisable à l'échelle de tout notre continent. Ils ont cru que la résolution de l'opposition entre les idéologies américaine et soviétique correspondait à cette phase finale de la réalisation de la raison anticipée près de deux siècles plus tôt par Hegel, à ce passage du temps historique au temps post-historique qui devait annihiler toute menace de conflits armés en Europe. D'où leur décision de drastiquement réduire les budgets de la défense.

En 1992, le philosophe américain Francis Fukuyama formalisa dans un livre² l'état d'esprit optimiste qui dominait à l'époque dans les cercles dirigeants occidentaux. Selon lui, l'écroulement du totalitarisme soviétique marquait l'avènement d'une ère nouvelle qui verrait la formation d'un consensus sur la démocratie et l'économie de marché non seulement en Europe mais également dans le monde entier.

Les affrontements sanglants qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 1999 n'ont pas entamé la conviction des Européens qu'ils étaient entrés dans une période pacifique et post-historique. La guerre civile brutale entre Serbes, Croates, Bosniaques et Kosovars a été perçue par nos dirigeants comme une ultime et déplorable convulsion des marches de l'ex-Empire soviétique, comme une aberration allant à contre-courant de l'histoire, et certainement pas comme un signe que la guerre ne voulait pas encore s'éclipser d'Europe. Le regain de l'esprit nationaliste et batailleur de la Russie depuis l'accession au pouvoir de Poutine

en 2000 n'a pas non plus été apprécié à sa juste valeur jusqu'à récemment, même quand il s'est traduit en 2008 par une intervention militaire en Géorgie par laquelle Moscou obtint l'indépendance des régions séparatistes russophiles de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.

Les événements dramatiques dont nous avons été les témoins depuis 2011 ont progressivement dissout les fondements du paradigme pacifiste et onirique qui modelait les politiques de défense européennes depuis 1989. La dégénérescence du printemps arabe porteur d'espoirs démocratiques en hiver islamiste cherchant à imposer son ordre politico-juridique totalitaire, l'intensification du djihad de l'islam radical contre l'Europe, et la résurgence de l'atavisme autoritaire du Kremlin, ont apporté les preuves que non seulement la démocratie libérale continue d'être rejetée par une grande partie de la planète, mais qu'en plus l'Europe peut toujours être durablement déstabilisée par la guerre sur son propre sol dans un monde pourtant débarrassé de l'URSS. Une guerre que les tenants de la fin de l'histoire doivent s'efforcer de penser à nouveau.

Nous ne souscrivons pas à la théorie de Hegel sur la réalisation de la raison dans l'histoire par la guerre. Notre avis est que le monde est un vaste tumulte où s'entrechoquent les volontés de puissance des pays et civilisations. Nous ne percevons aucun sens profond de portée universelle dans le déchainement chaotique des passions humaines qui font l'histoire, mais plutôt la poursuite d'ambitions particulières.

Des questions de défense pour l'OTAN et pour la Suisse

Comment l'OTAN se prépare-t-elle à une surprise stratégique? Comment mettre en œuvre le principe de résilience, acté lors du sommet de Varsovie, dans un contexte stratégique où différentes menaces (étatiques, terroristes, cyber, hybrides...) s'imbriquent toujours davantage? Face à ces défis, la structure de commandement de l'OTAN est-elle pertinente? Comment y intégrer les moyens cyber, qui sont devenus le cinquième domaine après le terrestre, l'aérien, le maritime et le spatial?

A plus court terme, les Alliés s'inquiètent particulièrement de la situation dans les Balkans, où, dans un contexte de poussée nationaliste, le jeu déstabilisateur de la Russie (soutien aux nationalistes serbes, opposition à l'entrée du Monténégro dans l'OTAN) et le double jeu de la Turquie (soutien aux mouvements islamistes, notamment en Bosnie) font craindre le pire.

Ces menaces concernent également la Suisse; ces questions doivent également être posées dans notre pays...

Col Hervé e Weck
Ancien rédacteur en chef, RMS



Ci-dessus: Une équipe logistique OPFOR travaille autour de *Sisu* finlandais.
Ci-dessous: Les CV9040 suédois et le CV9030 norvégiens disposent d'une mobilité élevées en zone arctique.



La démocratie et le libéralisme qui structurent nos sociétés sont les produits de la civilisation européenne, elle-même synthèse singulière, heureuse mais contingente d'apports grecs, romains, chrétiens et judaïques. Croire que tous les autres peuples nous révèrent et n'aspirent qu'à nous imiter relève d'un ethnocentrisme caractérisé. Notre culture n'a vocation ni à féconder le monde ni à le guider. Il est vain de chercher à l'imposer en dehors d'Occident à coups de changements de régime et d'exhortations moralisatrices.

Ces sobres constatations impliquent également que notre civilisation peut décliner, être submergée et disparaître si nos peuples ne réapprennent pas à l'aimer et si nos politiques ne dotent pas nos nations de forces armées capables de la défendre contre les ennemis intérieurs et extérieurs qui chercheront encore et toujours à la subvertir.

S. D.

1: Banque mondiale; données 2015

2: Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme* Flammarion, Paris, 2009.

